

Québec Solidaire : avancées, fragilités, débats

mardi 22 juin 2021, par [BEAUDET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 20 juin 2021).

Au départ en 2006, Québec solidaire est né d'une grande convergence. Il y avait les partis de gauche regroupés dans *l'Union des forces progressistes* (UFP) et le mouvement politico-social créé par Françoise David, *D'abord solidaires*. Derrière ce leadership allumé et animé par des personnes de grande qualité comme le regretté *François Cyr* et la féministe *Alexa Conradi*, il y avait plusieurs centaines de jeunes et de jeunes de cœur qui pensaient que l'heure était arrivée de sortir la gauche de sa marginalité.

Première époque

La fusion finalement s'est faite dans la joie. QS aspirait à devenir le pôle d'une gauche décomplexée, réaliste-radical, débranchée du socialisme révolutionnaire qui avait dominé dans les décennies précédentes, ouverte sur le féminisme, l'altermondialisme, le pacifisme, l'économie solidaire, l'écologie. Jusqu'en 2012, le projet a fait des avancées lentes mais systématiques autour des deux personnalités marquantes, Françoise David et Amir Khadir. La première était la figure rassurante, la voix de la raison, proche des préoccupations des gens, avec un enracinement très substantiel dans l'important mouvement des femmes. Le deuxième portait encore la radicalité de ses origines, tout en jouant bien son rôle de provocateur à l'Assemblée nationale et avec une capacité rare de capter l'attention des gens et des médias. Sans appareil et comptant essentiellement sur ses militants et militantes l'idée était de faire monter un parti, dit des « urnes et de la rue », en phase avec les mouvements sociaux et dans l'objectif d'une « grande transition ». Celle-ci se définissait autour d'un programme social-démocrate qu'on pourrait qualifier de gauche, incluant la rupture avec l'État fédéral, le grand gardien du capitalisme canadien. Pendant quelques années, ce mariage de raison et d'amour a fonctionné, d'autant plus que le mouvement social était en montée avec les affrontements de tous bords et de tous côtés contre le néolibéralisme du gouvernement libéral.

Le virage de 2012

Peu après avec le grand mouvement populaire des Carrés rouges et la grève étudiante, on est passé à une autre étape. En 2014, le petit contingent de QS s'est enrichi par l'élection de Manon Massé, confirmant la base large dans les quartiers centraux de Montréal tant dans les secteurs populaires que parmi l'électorat jeune. L'irruption d'une nouvelle génération militante est venue redéfinir le champ politique. Parallèlement, l'élection de Gabriel Nadeau-Dubois à la suite du départ de Françoise en 2017 reflétait cette tendance, caractérisée par le ralliement de plusieurs milliers de jeunes.

Il y avait à cette époque beaucoup de débats sur les idées de cette « grande transition » dont on rêvait. Sous l'impulsion de Françoise David notamment, il était plus réaliste de focaliser sur des « réformes radicales », permettant d'améliorer la vie des gens, tout en posant les jalons d'une transformation à long terme. Il y avait aussi de l'intérêt pour raviver la flamme de QS sur les luttes féministes, la nécessité de changer le paradigme du « développement » au-delà de l'accumulation et

de l'extractivisme, la nécessité d'établir des relations de nation à nation avec les peuples autochtones, et ainsi de suite. Les partisans du socialisme étaient en général satisfaits d'une plateforme dont les avantages semblaient indéniablement l'emporter sur les désavantages. Ils et elles cherchaient également à redéfinir un « socialisme du vingtième siècle » à partir des travaux de la Grande Transition et des think-tanks de gauche dont l'IRIS, les Nouveaux Cahiers du socialisme et d'autres entités et publications

Pour revenir à QS, comme l'aile parlementaire était réduite (et par conséquent, la « machine » qui va avec), il y avait un équilibre relatif et mouvant entre les diverses composantes, où on pensait que ce parti n'était pas en fin de compte et ne pouvait pas être un parti « comme les autres ». Il fallait inventer, selon l'expression de Simon Tremblay-Pepin, un « parti hybride, à la fois parti politique et mouvement social. Cette transition disait-il, exigeait trois transformations : se donner des opportunités de faire des gains autres qu'électoraux ou parlementaires, canaliser l'énergie des associations locales sur l'action politique et recentrer le message porté dans l'espace public » [1].

Le moment de 2018

Un alignement des astres s'est produit en 2018 avec le rejet des « vieux partis » et en particulier du Parti Québécois (qui avait incarné pendant longtemps l'aspiration du changement au Québec). C'est le populisme de droite « soft » de François Legault qui a capté la mise, essentiellement en ralliant les péquistes désabusés avec son ancienne base de droite de l'ADQ. En même temps, QS a fait un bond à la fois quantitatif et qualitatif. Du point de vue populaire, Manon Massé a eu beaucoup à voir avec cette percée en apparaissant comme la femme du « gros bon sens », de la générosité, de la franchise. La génération de 2012 a basculé électoralement parlant [2].

Déjà, avant la belle victoire de 2018, on sentait une certaine friction avec une nouvelle direction nationale autour de GND, qui disait, en partie avec raison, qu'il était nécessaire de faire des « ajustements ». En effet, pour dépasser le noyau militant de 6-8-10 % de l'électorat, il fallait ratisser plus large, s'adresser aux déçus des partis traditionnels (notamment du PQ) et recentrer le message autour d'un projet de constituer un « bon gouvernement », qui nationaliserait l'industrie pharmaceutique, qui élargirait l'assurance maladie aux soins dentaires et qui remettrait le secteur public, notamment l'éducation, sur un mode davantage à l'écoute des gens. Finalement, le message est passé avec le résultat que l'on connaît. Évidemment, tout le monde était content (y compris celui qui écrit ce texte) avec les possibilités qui semblaient s'ouvrir pour QS, inspiré également par les avancées de nos camarades en Espagne, en France, en Grèce et en Amérique latine.

La nouvelle donne

Quinze ans après sa fondation, la situation de QS a beaucoup changé avec, autour des 10 élu-es, une importante cohorte de cadres et compétents, surtout engagée pour assister les élu-es dans le cadre de la démocratie parlementaire héritée du colonialisme britannique [3]. Ces élus par ailleurs ont bien vu la possibilité et l'importance d'utiliser l'Assemblée nationale comme un lieu de débat et d'élaboration. Comme cela se fait selon les règles de l'art, cette présence institutionnelle exige beaucoup de tact, voire de diplomatie, ce qui conduit à chercher des alliances et à avoir l'écoute des médias. Il n'y a rien de machiavélique dans cette évolution qui reflète la matérialité de la scène politique « réellement existante » et d'un système qui convie les partis, mêmes de gauche, à respecter les « normes » établies, ce qui veut dire de ne pas bousculer trop [4]

Pari ailleurs, QS a connu quelques débats un peu vifs dans ses derniers congrès subséquents, le premier concernant de potentielles alliances avec le PQ (2017) et le deuxième sur le projet de loi 21 (2019). Dans les deux cas, les élus et leur staff se sont retrouvés à contre-courant de l'opinion assez fortement majoritaire des représentants des associations qui étaient contre ces deux projets. Les

élu-es pensaient, probablement à juste titre, que cette radicalité allait nuire au parti électoralement parlant. C'est ce qu'ils lisaient aussi, même dans les médias intelligents (Le Devoir), qui les mettaient en garde contre le « danger de la radicalisation ». À la fin, l'aile parlementaire et la direction nationale ont eu l'intelligence de ne pas envenimer le débat et elles ont donc concédé.

Les défis actuels

Malgré certains apaisements, la tension a persisté et fut même exacerbée avec la pandémie. Dans les circonstances exceptionnelles que l'on connaît, les élu-es ont eu tendance, dans un moment de gravité, d'incertitude et de peur, de se rallier à un faux consensus proposé par le gouvernement. Certes, il fallait respecter les consignes et éviter le discours délirant des négationnistes et des conspirationnistes, mais fallait-il avoir l'air d'être des compères du gouvernement ? Plus encore, fallait-il éviter de dire que cette crise pandémique n'était pas un hasard ni une catastrophe « naturelle », mais la conséquence de la terrible gestion néolibérale de la santé et de l'environnement ? [5]

Ce silence complaisant n'a pas aidé à rétablir les liens avec les mouvements sociaux, tout en comprenant que la marge de manœuvre était mince (la population terrifiée acceptait pratiquement tout le discours de Legault et d'Arruda). Plus tard, les débats sur la loi 21 sont revenus par la bande. Lors de la commission parlementaire à ce sujet, on n'a pas vu une grande capacité de QS de monter une vraie campagne, qui aurait signifié des arrimages et des coalitions avec les mouvements concernés. Pourquoi cette timidité ? Encore là, l'impression est que nos élus avaient peur d'affronter l'opinion publique, majoritairement embrigadée dans le nationalisme identitaire et ses côtés racistes.

Le plus grave a été la semi-paralysie des instances et des lieux de mobilisation, une situation terriblement affectée par la pandémie (ce n'est pas seulement QS qui a été handicapé). Au-delà de quelques collectifs militants et des rencontres Zoom, on n'a pas vu un QS capable d'animer ses bases et de susciter des mobilisations. Certes, il ne faut pas sous-estimer l'impact de la pandémie, mais il y a eu quand même des moments de mobilisation ces derniers temps, notamment contre le racisme. Le scandale de l'affaire Joyce Echaquan où le racisme systémique a fait sa marque hideuse, aurait pu motiver une intervention plus vigoureuse de QS, y compris dans les régions où de tels incidents sont signalés. On peut avoir l'impression encore une fois que la direction de QS avait peur de choquer l'opinion.

Pourtant, par rapport à la question autochtone, QS s'est bien positionné depuis quelques années, d'où des relations plutôt cordiales avec les organisations autochtones, avec une clarté de principe sur les droits y compris le droit à l'auto-détermination, et même en n'ayant pas peur d'aller à contre-courant d'un pseudo consensus à l'Assemblée nationale qui voulait proclamer que le Québec appartient seulement au peuple québécois. Cette évolution positive semble bien pilotée par la Commission nationale autochtone qui a pris un de temps à trouver sa place, mais qui semble avoir maintenant une réelle influence sur QS dans son ensemble.

Plus récemment, il y a une réelle mobilisation sur la crise du logement assumée par des groupes comme le FRAPRU et le Comité d'action de Parc-Extension. Il faut dire que, dans ce dernier cas, le député de Dorion-Villeray Andrés Fontecilla a été très présent. Mais on ne sent pas le parti, dans ses structures décisionnelles en tout cas, prêt à s'engager, comme le disait Tremblay-Pepin, pour créer « l'espace pour des militants et des militantes qui sont davantage des « activistes » que des « politiques », qui ont le goût de faire de l'action terrain, d'obtenir des gains, plutôt que de parler politique pendant trois heures de réunion lors des assemblées générales locales ou régionales » [6].

Un parti à plusieurs étages

Cette situation a causé de la grogne, mais en soi, la colère n'est pas suffisante pour régler des problèmes. Une certaine surenchère au niveau des termes du débat a conduit des militants à des excès de langage nuisibles et blessants et également à des perspectives se présentant comme « très gauche », mais qui ne correspondent pas aux rapports de force dans notre société. Sur un autre registre, des militants voudraient que QS devienne un parti carrément et implicitement socialiste, ce qui me semble une erreur. Le point de départ de QS était de créer une grande alliance arc-en-ciel impliquant des perspectives et des sensibilités différenciées, socialistes, sociales-démocrates, keynésiennes, féministes, pacifiques, libertaires, etc. Briser ce pacte informel serait de revenir en arrière vers les formations de gauche socialistes marginales.

En réalité, il se produit dans QS une différenciation importante entre trois réalités sociologiques qui constituent presque, à la limite, trois partis dans un.

Il y a d'abord le noyau central, composé des élu-es et de leur staff. C'est à la fois un groupe soudé, en partie par la discipline que requiert d'être la « deuxième opposition officielle ». Conséquent avec cette réalité, ce noyau central est social-démocrate par « nature ». Cela se traduit par une approche qui se veut « pragmatique », « réaliste ». D'autre part, cela inclut une inévitable professionnalisation, la mise en place d'un appareil sophistiqué, discipliné et organisé autour des enjeux électoraux [7]. Une partie importante de cet appareil, et c'est valable tous les partis, vise sa propre reproduction, en ayant un attachement plutôt mince aux objectifs politiques fondamentaux. Sans vouloir faire du mal, cet appareil a tendance à se substituer aux autres composantes du parti [8]. On comprend donc le danger qui guette QS en tant que « machine » de guerre bien rodée, tout entière dévouée à la cause électorale qui devient LA raison d'être au lieu de constituer un moyen parmi d'autres pour avancer dans un projet de restructuration.

À côté de ce noyau avec divers niveaux d'interaction, il y a ce qu'on peut appeler la « base militante ». Ce sont les 500-800 personnes actives, plus ou moins, qui participent aux travaux des associations de comptés, aux commissions, aux congrès et instances. Plusieurs (pas tous) proviennent des générations antérieures où ils ont accumulé pendant des années (parfois des décennies) des expériences et des compétences et qui se considèrent généralement comme porteurs d'« un « grand récit » reliant indépendance et socialisme. La gente militante fait tourner les affaires, s'investit dans des causes, participe à des luttes sociales. Elle est plus proche de la conception originale (le « parti des urnes et de la rue »). Sa bonne volonté est quelquefois affaiblie par une tendance à l'autosatisfaction, comme si le « grand projet » était fini et final, sans tenir compte des défaillances, passées et actuelles [9]. Il n'en reste pas moins que l'apport de cette base militante est fondamental, d'une part en tant que force de pression pour garder le cap sur une autre perspective que l'élection et la bonne gouvernance, d'autre part parce qu'elle constitue un outil important pour faire avancer les choses d'une manière que l'appareil ne peut pas (ou ne comprend pas). Si cette pression est nécessaire, elle peut devenir illusoire comme si un QS « réellement radicalisé » et « réellement « socialiste » pourrait être un acteur politique important au Québec en ce moment.

Une base large

Finalement, à côté du noyau central et de la base militante, il y a les 600 000 personnes qui appuient QS, dont une majorité de la tranche d'âge de 18-35 ans. C'est énorme, et c'est inédit, et cela témoigne de l'importance politique du phénomène QS. Comme dans toutes les populations, la majorité des gens appuient et s'investissent dans la cause avec les limites et les aléas de leurs engagements professionnels et familiaux. Ce n'est pas une masse passive et suiviste, d'autant plus que la majorité de ces personnes sont souvent engagées dans l'action locale et les mouvements de proximité (environnement, économie sociale, défense des droits). Mais ce sont des gens qui constituent une force d'appui qui acquiert une importance extrême lors des élections ou de grandes luttes sociétales, sans vouloir s'investir davantage dans la vie et la construction de QS. Encore là,

ces trois « partis » dans le parti ne sont pas homogènes, interagissant face aux débats ou aux enjeux, occupant chacun à leur manière une place importante sur l'échiquier.

QS ne peut pas être autre chose qu'un « alter » parti. Cela veut dire des « alter » solutions, qui prennent du temps à émerger. Être un « alter parti » c'est de ne pas penser une seule seconde que les élections sont le seul jeu jouable. Bien qu'il vaille mieux gagner plutôt que de les perdre (!), il faut comprendre que cela n'ouvre pas la porte à tout transformer. Ce sont des illusions qu'il faut combattre sans pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain. Prendre place sur la scène politique, être reconnu par un très grand nombre de personnes, c'est une donnée essentielle dans l'équation de la transformation. Prendre place en dehors de cette scène politique, refléter les volontés croissantes de ceux et celles qu'il faut changer de système (et pas seulement de gouvernement) est un impératif au moins aussi important que le premier.

Naviguer dans des eaux turbulentes

Bref, QS ne devrait pas aspirer à devenir un parti « comme les autres » (en réalité, à prendre le chemin du PQ) [10]. Un programme strictement électoraliste, « réaliste » dirait-on, n'est pas ni ce qui correspond à nos aspirations, ni non plus une voie royale vers des avancées stratégiques. Les coalitions de gauche que l'on a connues (le NPD au Canada ou la « vague rose » en Amérique latine) ont perdu, à la longue, en abandonnant l'utopie de transformation qui les portait au départ, devant une droite agressive, opportuniste et démagogique. Cela n'est pas assez de faire des propositions pour être un « bon gouvernement ». Le mot clé est « assez », ce qui laisse sous-entendre qu'il faut aussi lutter pour un « bon gouvernement ».

Également, disons-le autrement, faire de la politique transformatrice implique pas mal de passions et d'émotions. Des signaux passent, d'autres non. Le chercheur-militant Boaventura Sousa Santos parle d'une nécessaire « traduction » des langages politiques (ce n'est pas seulement la traduction linguistique) qui permet aux gens de réellement participer, alors que durant toute leur vie, on leur a inculqué qu'ils devaient fermer leur gueule ! Cela doit aussi nous rappeler l'incontournable méthode de l'éducation populaire, théorisée au Brésil par Paulo Freire. Les « éducateurs » (les noyaux qui organisent les mouvements) doivent également être « éduqués » par les masses, car les connaissances qui sont produites au cours des luttes quotidiennes sont généralement plus utiles pour l'émancipation que les savoirs livresques).

Appelons cela de l'autonomisation, de l'action positive, beaucoup de patience et d'attention. Il faut faire cela avec amour et respect, en reconnaissant les capacités des gens ordinaires de se prendre eux-mêmes en main. Bref, il ne faut pas se prendre pour d'autres.

Revenir au ras des pâquerettes

QS reste un beau projet, avec un grand potentiel. Il faut apprendre de l'histoire, mais sans être emprisonné dans les explorations qui ont eu lieu avant nous. Toutes les expérimentations scientifiques, y compris le matérialisme historique, sont approximatives, en évolution, questionnées et questionnables. Tout en se préoccupant des grands débats, il faut aussi déboucher sur des propositions concrètes, des mécanismes, des outils qui peuvent, non pas tout régler les problèmes, mais nous renforcer, nous améliorer.

Il semble possible donc de renforcer QS comme un outil dans la longue bataille de l'émancipation en devenant plus inclusif, en se démarquant davantage des partis « traditionnels ». Par exemple, on pourrait

- Repenser les instances et la permanence du parti pour qu'elles soient, en pratique et en

théorie redevables aux membres, et non seulement à l'aile parlementaire. Ce n'est pas parce que l'aile parlementaire n'est pas importante, mais elle n'est pas la propriétaire du parti. Envoyer ce message aux membres requiert une approche moins prescriptive, une capacité de recevoir et de diffuser ce qui vient d'en bas.

- Transférer des ressources (budgets et personnes) vers les associations locales, comités et commissions qui n'en ont presque pas. Au lieu d'être obligées de quémander des ressources, il serait préférable de budgéter d'avance les ressources allouées, en argent et en personnes à ces instances du parti. Il serait également une bonne pratique de reconstruire le système interne de sorte qu'une plus grande partie du staff du parti soit affectée aux instances du parti, et non à l'aile parlementaire. Ces cadres et compétents devraient être mandatés pour aider les réseaux militants, les commissions, les associations et les activités du parti [11].
- Mettre plus d'importance sur l'éducation et la discussion politiques en général, la formation, l'inclusion et la prise en compte du débat d'idées. La formation n'est pas une transmission d'informations et de données, mais un processus de réappropriation où on apprend en faisant. On n'inculque pas une « ligne juste » à une masse passive, on leur donne des moyens de développer leurs propres connaissances et leurs propres luttes. Pour cela, il faut des espaces pour développer ces outils (cahiers de formation, bulletins, etc.), pas seulement perçus comme des moyens « techniques », mais comme faisant partie intégrante, « organique » pourrait-on dire du grand projet d'émancipation.
- Enfin, faire en sorte que les débats « sensibles » (ce qui est arrivé avec la loi 21 ou plus récemment avec le CAD) ne soient pas être réglés de manière improvisée, sous l'influence des médias, sous le coup de l'émotion. Quand ces problèmes apparaissent (inévitables dans la vie politique), il faut inclure les instances, pas seulement à la dernière minute, pas seulement pour endosser une position de l'aile parlementaire, mais pour discuter en profondeur, consulter, faire des enquêtes. Et si possible mandater des comités ou des commissions pour mieux préparer les débats dans le but de déboucher sur des convergences, avec la patience d'ange et l'écoute nécessaires.

Pierre Beaudet

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Nouveaux Cahiers Du Socialisme

<https://www.cahiersdusocialisme.org/quebec-solidaire-avancees-fragilites-debats-premiere-partie/>

Notes

[1] Tremblay-Pepin, S. (2016). « Les prochaines étapes de Québec solidaire. Vers un parti hybride ? », *Nouveaux Cahiers du socialisme* (15), 202-206.

[2] Sans simplifier, ce basculement a eu lieu parmi les couches moyennes éduquées, avec moins d'impact sur les secteurs populaires et ouvriers. D'autre part, la « vague » a à peine effleuré les populations immigrantes et racisées. Celles-ci sont très peu présentes dans les instances du parti.

Cela découle de plusieurs facteurs dont la réalité sociologique des nouveaux arrivants qui font face à d'énormes défis qui rendent difficile leur implication politique. D'autre part, la posture indépendantiste incluant la rupture avec l'État canadien effraie beaucoup de gens qui se sentent sécurisés de vivre dans un État canadien où existe encore des droits et libertés.

[3] Un système faut-il le rappeler a été très efficace pour bloquer l'élan de l'émancipation en Angleterre et ses colonies.

[4] Au début du siècle, Roberto Michels et Max Weber ont analysé la transformation des socialistes qui devenaient à des degrés divers des gestionnaires « efficaces » des gouvernances en place en apportant des réformes nécessaires, et en délaissant les objectifs de la rupture qui avaient été à leur origine au cœur de leur projet.

[5] Le discours critique s'est renforcé depuis quelques mois alors que la pandémie entre dans sa quatrième phase

[6] Tremblay-Pepin, S. (2016). « Les prochaines étapes de Québec solidaire. Vers un parti hybride ? », *Nouveaux Cahiers du socialisme* (15), 202-206.

[7] Cela serait une erreur de considérer le noyau central comme un tout homogène. Il est traversé de divers courants.

[8] Certains misent sur l'utilisation efficace des « com », à l'image des grands partis professionnalisés pour qui la population est une « clientèle électorale » à qui il faut vendre, de la manière la plus sophistiquée possible, un « produit », pour ne pas dire une « marchandise » politique.

[9] Une partie de la frange militante du QS est regroupée politiquement autour de cercles de gauche restreints qui s'auto instituent dans et proche de QS. Cela leur permet de penser à des stratégies pour « pousser QS vers la gauche », parfois dans la façon traditionnelle qu'ont adoptée des fractions plus radicales (l'« entrisme »).

[10] Comme le suggère Michel David dans *Le Devoir*, 13 mai 2021.

[11] C'est un problème dans la structure de financement imposée par l'Assemblée nationale (qui est faite justement pour restreindre l'action politique dans le cadre des élu-es, des élections et de l'Assemblée), mais il devrait avoir une solution avec un parti qui compte 20 000 membres.